

# ***Communauté urbaine d'Arras Projet de transition énergétique Etude de terrain auprès des acteurs du territoire***

---

Rapport d'étude – version finale du 29 novembre 2016

*Réalisé avec le concours financier du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (Fonds de financement de la transition énergétique), l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) et le Conseil Régional des Hauts-de-France (au titre du Fonds Régional d'Aide à la Maîtrise de l'Énergie et de l'Environnement – FRAMEE).*



**Méthodologie ..... 4**

**Résoudre l'équation Investissement / Retour sur Investissement en temps court : une attente prédominante chez les entreprises ..... 6**

- Investissement et temps de retour sur investissement à court terme : la dimension économique et financière comme prisme prioritaire d'intérêt pour les sujets touchant à l'énergie (consommation, production) ..... 6
- Des leviers faibles ès motivations économiques..... 6
- Des contraintes règlementaires jugées fortes..... 6

**Un besoin d'accompagnement en ingénierie largement exprimé par les entreprises ..... 7**

- Des besoins et des attentes multiples quant à la nature de l'accompagnement ..... 7
- Les structures d'accompagnements sectoriels comme premiers relais incontournables de sensibilisation, d'information et de partage d'expériences ..... 7
- Un écosystème de structures d'accompagnement dédiées à la transition énergétique faiblement identifié ... 7

**Le développement de projets.entre manque de visibilité sur les opportunités et les moyens de mise en œuvre et intérêt exprimé ..... 9**

- Du champ des possibles à la mise en relation et à la mise en projet : un manque de connaissance des opportunités et des moyens de mise en œuvre..... 9
- Une connaissance faible des réalisations et des projets des autres entreprises sur le territoire ..... 10
- Mais un intérêt émergent pour le développement de partenariats inter-entreprises, déclenché par l'opportunité d'un projet..... 11

**Passer à l'action sur des sujets porteurs en termes de compétitivité et de croissance pour les exploitations, une volonté exprimée par la profession agricole ..... 12**

- Une conscience réelle d'un rôle à jouer dans la transition énergétique ..... 12
- Des sujets prioritaires identifiés comme leviers de croissance ou facteurs de compétitivité potentiels..... 12
- Des freins au passage à l'action clairement identifiés ..... 12
- Une vue et des idées assez claires de ce qui serait nécessaire pour une entrée en projet ..... 12

**Les communes-membres de la Communauté urbaine d'Arras : les exemples de Thélus et Saint-Laurent-Blangy ..... 14**

- A Thélus : des actions engagées, de la prudence ..... 14**
  - Des actions réalisées sur l'éclairage public, des rénovations énergétiques au gré des projets de rénovation des équipements publics ..... 14
  - Les communes de l'arc nord engagées dans un schéma de mutualisation de certains services ..... 15
  - Des actions portées par la Communauté urbaine d'Arras en matière de transition énergétique bien relayées..... 15
  - Les attentes vis-à-vis du projet de transition énergétique : inciter sans contraindre et tenir compte des besoins des petites communes ..... 15
- Saint-Laurent-Blangy : une commune-membre fortement engagée dans la transition énergétique ..... 15**
  - Au-delà de la dimension technique de la transition énergétique, Saint-Laurent-Blangy centre ses efforts sur un volet essentiel : les bons usages, les bons gestes ..... 15
  - Les projets réalisés ou en cours ..... 16
  - La mutualisation des équipements et des investissements au cœur de la réflexion ..... 16
  - Des projets ambitieux à l'étude ou en réflexion ..... 16

**Participer activement à une réflexion sur la mobilité douce en centre-ville d'Arras : un intérêt fortement exprimé par Commerce Cœur de ville..... 18**

Mobilité et urbanisme : levier prioritaire de mobilisation pour les commerçants d'Arras..... 18  
 L'efficacité énergétique des commerces : entre crainte d'investissements lourds, limites juridiques et méconnaissance des actions à mettre en œuvre ..... 18

**Les associations et la société civile, de faibles moyens ..... 19**

Des actions de sensibilisation... qui ont du mal à dépasser le public « naturel » de ces associations..... 19  
 L'information du grand public est encore trop « traditionnelle » ..... 19

**Les filières et les réseaux d'accompagnement experts : des relais majeurs à exploiter auprès des entreprises ..... 20**

Les filières, premiers relais et leviers d'influence auprès des entreprises et déjà en action sur le sujet ..... 20  
 Des réseaux inégalement actifs sur le territoire de la Communauté urbaine d'Arras, mais motivés pour l'être ..... 21  
 Des recommandations convergentes pour soutenir la mobilisation des acteurs économiques ..... 22

**Les attentes des acteurs quant au rôle futur de la Communauté urbaine d'Arras : du concret et du temps gagné ..... 23**

Un rôle actuel perçu comme limité à une communication institutionnelle ..... 23  
 Les acteurs n'ont pas besoin de sensibilisation mais d'accompagnements concrets en conseil, ingénierie, retours d'expérience et financements pour opérer des choix réalistes et gagner du temps..... 23  
 Des acteurs prêts à participer à l'élaboration de la stratégie et de son programme d'actions... sous réserve de sortir du discours institutionnel..... 24  
 La Direction du développement économique, premier relais de la Communauté urbaine d'Arras auprès des entreprises ..... 24

**Pistes de réflexion ..... 25**

Pour la Communauté urbaine d'Arras : quel rôle incarner et afficher auprès des acteurs économiques et sociaux du territoire pour garantir le succès du projet de transition énergétique ? ..... 25  
 Pour la Communauté urbaine d'Arras : comment incarner ce rôle sur le territoire ? ..... 25  
 1. Une structure physique, visible, identifiée... à créer pour incarner le projet auprès de l'ensemble des acteurs du territoire ? ... Un acte de communication en soi ..... 25  
 2. Au sein de la Communauté urbaine d'Arras : un décloisonnement du sujet de la transition énergétique entre les directions pour démultiplier les relais d'information auprès des acteurs du territoire ? ..... 26  
 3. Aux côtés de Communauté urbaine d'Arras : exploiter l'écosystème des structures d'accompagnements existantes à l'échelle des départements et de la Région Hauts-de-France ?..... 28  
 4. Quels thèmes pour les comités partenariaux pouvant intéresser les acteurs économiques du territoire? ..... 29  
 5. Quelle communication orchestrer pour entretenir et donner de la visibilité à la dynamique de mobilisation et au projet de transition énergétique ? ..... 30

## Méthodologie

---

Etude de terrain réalisée du 1<sup>er</sup> juin au 5 juillet 2016, auprès de représentants du monde de l'entreprise, de la profession agricole, des organisations de la société civile et des réseaux accompagnateurs sur le champ de la transition énergétique ou du développement durable.

Entretien semi-directif de 30 mn à 1h portant sur :

- Le degré de sensibilité et de connaissance du sujet de la transition énergétique
- Les éventuels projets ou réalisations en cours répondant aux enjeux de la transition énergétique sur le territoire de l'agglomération
- L'intérêt à participer à la démarche et les attentes vis-à-vis de la Communauté urbaine d'Arras en tant que pilote et animateur

### Liste des acteurs interviewés :

- **Entreprises :**
  - Häagen Dazs : Louis Cardon, responsable environnement
  - Enersys : Eric Laforce, responsable Hygiène Sécurité Environnement
  - Roll Gom : Richard Lett, directeur
  - Adrianor : Christine Chêne, directrice générale
  - Oldham SA : Thibault Fourlegnie, directeur général
  - LFB : Emmanuel Guillard, directeur exploitation industrielle
- **Communes :**
  - Thélus : Béatrice Dupont, 1<sup>ère</sup> adjointe, conseillère communautaire
  - Saint-Laurent-Blangy : Nicolas Desfachelle, maire ; Frédéric Houplain, conseiller municipal délégué ; Laurent Cartigny, responsable rénovation énergétique
- **Profession agricole :**
  - Groupe d'Etudes et de Développement Agricoles de l'Artois : Jacques Blarel, conseiller
  - Jeunes agriculteurs du Nord-Pas de Calais : Clément Cuvillier, président
  - Association Campagnes Vivantes : Michel Tillie, président

- **Société civile / consommation / commerçants et artisans :**
  - Comité de promotion Nord-Pas de Calais Saveurs en Or : Jean-Marie Raoult, président
  - Consommation Logement et Cadre de Vie du Pas-de-Calais : Yves Degetz, président
  - Familles rurales, fédération départementale du Pas-de-Calais : Laurent Dumonteil, directeur
  - Arras, commerces et cœur de ville : François Descloquemant, président
  - Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) : Eric Camus, 2<sup>e</sup> vice-président, Artisan Menuisier aluminium
  
- **Réseaux :**
  - Adrianor : Christine Chéné, directrice
  - Centre Ressource du Développement Durable : Emmanuelle Latouche, directrice adjointe
  - Création Développement des Eco-Entreprises (Pôle d'Excellence Régionale sur les Eco-Activités) : Christian Traisnel, directeur
  - Energie 2020 : Jean Gravellier, directeur général
  - Club Noé : Simon Ledez, coordinateur

# Résoudre l'équation Investissement / Retour sur Investissement en temps court

## Une attente prédominante chez les entreprises

---

### Investissement et temps de retour sur investissement à court terme : la dimension économique et financière comme prisme prioritaire d'intérêt pour les sujets touchant à l'énergie (consommation, production)

La motivation économique est le premier levier d'intérêt exprimé par les interrogés. Cette dimension économique recouvre une double contrainte majeure :

- La hauteur des investissements nécessaires
- Le retour sur investissement dans un temps court, voire très court : 6 à 18 mois en moyenne

Cette double contrainte est particulièrement prégnante chez les entreprises à capitaux américains.

La réflexion et la mise en projet sont conditionnées avant tout par l'impact sur le bilan annuel.

### Des leviers faibles ès motivations économiques

- **Un prix de rachat de l'électricité produite considéré comme trop faible** pour constituer un élément de motivation
- **La certification ISO 14 001**, un levier commercial avant tout pour répondre aux exigences des clients sur le volet environnemental
- **La certification ISO 50 001** n'a jamais été évoquée dans les entretiens

### Des contraintes réglementaires jugées fortes...

Les entreprises ont le sentiment de faire beaucoup en matière de développement durable dans un cadre contraint.

## Un besoin d'accompagnement en ingénierie largement exprimé par les entreprises

Les acteurs interrogés expriment de manière générale une volonté réelle d'entreprendre des projets répondant aux objectifs de la transition énergétique et aux intérêts économiques et financiers de l'entreprise.

Ils restent cependant en attente d'accompagnement en matière d'ingénierie pour passer à l'action.

### Des besoins et des attentes multiples quant à la nature de l'accompagnement

- **Connaître les solutions à disposition** dans le cadre d'un projet touchant aux économies, à la récupération, à la production d'énergie
- **Bénéficier des retours d'expériences pragmatiques** d'entreprises sur ce type de projets
- **Bénéficier de conseils techniques** pour la mise en œuvre
- **Evaluer les impacts financiers** d'un projet
- Identifier des **sources de financements**

### Les structures d'accompagnements sectoriels comme premiers relais incontournables de sensibilisation, d'information et de partage d'expériences

Les organismes professionnels sectoriels (Adrianor par exemple pour l'agro-alimentaire), les chambres consulaires et les pôles de compétitivité sont **des premiers points de contacts et des relais de sensibilisation et d'information incontournables** avec les entreprises pour susciter l'intérêt sur le sujet de la transition énergétique. Mais à l'heure actuelle, ces structures manquent d'expertises internes pour éclairer les entreprises sur le sujet de l'énergie.

### Un écosystème de structures d'accompagnement dédiées à la transition énergétique faiblement identifié

A quelle porte frapper pour un accompagnement en ingénierie ou une recherche de financement selon le secteur, la nature des travaux, la taille de l'entreprise, la problématique énergétique, le type de partenaires à approcher... ?

Energie 2020, Création Développement des Eco-Entreprises (Pôle d'Excellence Régionale sur les éco-activités), Centre Ressource du Développement Durable, REV3 La Troisième Révolution Industrielle en Hauts-de-France... de manière générale, les acteurs interrogés n'ont pas cité spontanément les structures d'accompagnements régionales pourtant à l'œuvre depuis quelques années sur la transition énergétique ou ont une connaissance floue de leurs missions respectives.

Chambre de Commerce et d'Industrie, organisations professionnelles, centres et instituts techniques, pôles de compétitivité, clubs professionnels, grands énergéticiens comme EDF, Dalkia, Engie... ces structures mises bout à bout sont à même de remplir les premières attentes d'information, de conseil ou de partage d'expériences permettant une entrée en projet.



## Le développement de projets entre manque de visibilité sur les opportunités et les moyens de mise en œuvre et intérêt exprimé

---

### Du champ des possibles à la mise en relation et à la mise en projet : un manque de connaissance des opportunités et des moyens de mise en œuvre

La mutualisation d'investissements, l'idée des projets partenariaux sur une zone donnée pour générer et partager de l'énergie n'est pas dans les esprits... Question de priorité, de temps à y consacrer (le développement de l'entreprise avant tout), de manque de connaissance du champ des possibles sur le volet économie et production d'énergie et des bénéfices concrets qu'en ont tiré les entreprises qui ont mis en œuvre ce type de projet.

Au-delà de la dimension temps-investissements, les freins au partage d'expérience, à la mutualisation, à la transposition des pratiques et des projets sont liés à :

- **Une vision centrée sur les filières** : ce que je fais dans mon domaine/ ce que l'autre fait dans son domaine n'est pas transposable dans le domaine des autres/dans mon domaine »
- **Un manque de connaissance** des projets plus modestes et moins gourmands en investissements à réaliser : chauffage et éclairage des bureaux par exemple
- **L'absence de relais locaux d'information et de mise en relation sur le sujet de la transition énergétique avec d'autres acteurs ayant mis en œuvre des projets** :
  - **Les structures d'accompagnement des filières à l'échelon départemental ou régional, le bouche-à-oreille et le hasard des rencontres** restent à date les premiers relais de « porter à connaissance » et d'inspiration sur le champ des possibles en matière de production et d'économie d'énergie.
  - **La recherche proactive d'information sur ce que font les voisins repose sur des initiatives personnelles à l'occasion d'un projet** intégrant une problématique énergie : la rénovation d'un bâtiment, une démarche ISO 14 001, une évolution du process industriel, un renouvellement d'équipement.

## Une connaissance faible des réalisations et des projets des autres entreprises sur le territoire

Les acteurs interrogés n'identifient pas les projets engagés par les autres entreprises du territoire en matière de réduction de consommation, de récupération ou de production d'énergie.

Les entreprises et structures rencontrées ont pourtant, pour certaines, mis en œuvre ou prévoit de mettre en œuvre des projets ambitieux, sources d'inspirations pour leurs voisins sur le territoire.

- **Häagen Dazs** : l'entreprise est de longue date engagée sur le volet environnemental. Son programme de management environnemental est très structuré. Il se décline en plans d'actions annuels. Il comporte, des travaux et des projets très importants sur l'eau, les déchets, et les consommations énergétiques.  
*Par exemple* : station de traitement des eaux avec méthanisation des effluents et cogénération / isolation toiture très « technologique » / puits canadien... Les consommations d'énergie sont suivies : kWh par tonne de produits finis.  
**Un projet très « actuel », avec des enjeux importants** : un projet de production d'électricité sur site – via l'éolien et le photovoltaïque – pour couvrir 1/3 des besoins d'électricité en toute autonomie. Ce projet n'est pas soutenu au niveau groupe (retour sur investissement trop tardif).
- **Energys** : l'entreprise est certifiée ISO 14001 depuis 2004 (maîtrise des consommations d'eau et d'énergie). En cours de mise en œuvre d'un projet de cogénération de 4 MW proposé par Dalkia – l'investissement est porté par Dalkia. Energys ne prend en charge que les travaux de modification des infrastructures.
- **Oldham** : un projet de rénovation énergétique du site est à l'étude. L'entreprise envisageait jusqu'à présent d'installer des panneaux photovoltaïques mais le retour sur investissement est trop faible.
- **Roll Gom** : de par son activité de transformation de pneus en roues à bandage plat, son approvisionnement local et son partenariat avec d'autres entreprises locales (exemple : Holcim pour le textile, Arcelor Mittal pour le fer), l'entreprise est un acteur de l'économie circulaire. Son mode de production étant très énergivore (électricité uniquement), elle réfléchit aux manières de couvrir ses besoins énergétiques via une production autonome : pompe à chaleur, panneaux solaires... Etude en cours (réalisée en interne).

## **Mais un intérêt émergent pour le développement de partenariats inter-entreprises, déclenché par l'opportunité d'un projet**

Pourtant, lorsqu'on les interroge sur l'intérêt qu'ils portent à des projets partenariaux, les acteurs parviennent à dépasser ces freins avec deux points d'entrée :

- Comment : à qui s'adresser pour un accompagnement en ingénierie ?
- Pour quel investissement et quel retour sur investissement ?

# Passer à l'action sur des sujets porteurs en termes de compétitivité et de croissance pour les exploitations

## Une volonté exprimée par la profession agricole

---

### Une conscience réelle d'un rôle à jouer dans la transition énergétique

**La profession agricole est en train de prendre conscience** de sa capacité à être contributive de la transformation énergétique et écologique du territoire et de la nécessité qu'elle a à le faire  
Un levier pour mettre la profession en action : le **diagnostic Climagri®** développé par l'ADEME (avec Solagro et Bios).

### Des sujets prioritaires identifiés comme leviers de croissance ou facteurs de compétitivité potentiels

- L'optimisation des consommations énergétiques des exploitations,
- La production d'énergies renouvelables, dans une logique d'auto-consommation,
- La méthanisation,
- Les circuits courts (production et consommation locales),
- Et, comme sujet plus émergent, l'agriculture raisonnée (les prairies comme réserve à CO<sub>2</sub>, la baisse du recours aux produits phytosanitaires).

### Des freins au passage à l'action clairement identifiés

Ces freins tiennent à plusieurs réalités :

- Retour sur investissement trop tardif pour certains équipements (photovoltaïque par exemple),
- Trop de « galères administratives » et un problème d'acceptabilité de la part de la population s'agissant de la méthanisation,
- Un manque de connaissance, de formation, d'accompagnement, surtout collectif.

### Une vue et des idées assez claires de ce qui serait nécessaire pour une entrée en projet

- De la continuité dans la stratégie et l'action : un diagnostic énergétique des exploitations agricoles a été réalisé sur le périmètre de l'Arrageois. Quelle exploitation ? Quelle continuité ?
- De la formation concrète (visite, échanges d'expériences) et de l'ingénierie pour accompagner, surtout des projets collectifs,
- De la mise en lien, de l'animation, de la mise à disposition pour créer plus d'opportunités...

- **Exemple pour la méthanisation** : des projets co-portés par la Communauté urbaine d'Arras et le monde agricole : les déchets agricoles + les déchets verts des collectivités.
- **Exemple pour encourager les circuits courts** : donner le coup de pouce qui est nécessaire pour permettre de fournir en circuits courts les Etablissements d'Hébergement pour Personnes Âgées en produits locaux (ou les établissements qui relèvent d'une gestion par les collectivités) ; mise à disposition d'un bâtiment, d'une halle pour le marché local.

## Les communes-membres de la Communauté urbaine d'Arras

### Les exemples de Thélus et Saint-Laurent-Blangy

- Thélus, dont le Maire, Bernard Milleville est président du groupe des communes rurales à l'assemblée communautaire et 3<sup>e</sup> Vice-Président en charge des relations aux communes, de l'organisation des services et de la mutualisation
- Saint-Laurent-Blangy a été retenue comme étant représentative et motrice pour les communes péri-urbaines d'Arras

#### Rappel des représentants rencontrés

- Pour Thélus : Mme Dupont, 1<sup>ère</sup> adjointe en charge des travaux, conseillère communautaire – pour Bernard Milleville, maire
- Pour Saint-Laurent-Blangy : Nicolas Desfachelle, maire ; Frédéric Houplain, conseiller municipal délégué ; Laurent Cartigny, responsable rénovation énergétique

#### A Thélus : des actions engagées, de la prudence

- **Des actions réalisées sur l'éclairage public, des rénovations énergétiques au gré des projets de rénovation des équipements publics**

L'équipe municipale intègre un adjoint dédié au développement durable (Patrick Clause, 2<sup>e</sup> adjoint). Thélus a engagé un plan de rénovation de son éclairage public sur 4 ans (changement des gamelles, lampes basse consommation et régulateur) dans le cadre du projet Suppression des Eclairages Vétustes pour l'Environnement financé par la Fédération Départementale d'Energie du Pas-de-Calais.

Les efforts de rénovation énergétique sont réalisés au gré des projets de rénovation des équipements publics : chaudières à condensation, double vitrage, isolation des toitures.

La commune a étudié la possibilité d'installer des panneaux photovoltaïques sur la toiture de la salle des fêtes à l'occasion de sa réfection mais cette étude a révélé un trop faible retour sur investissement compte tenu de l'orientation défavorable du bâtiment.

Thélus a également en projet une nouvelle zone d'habitat. Le règlement prévoit de favoriser les énergies renouvelables. La commune ne souhaite pas cependant imposer des contraintes trop fortes afin de ne pas pénaliser les propriétaires qui n'auraient pas les moyens d'engager des travaux importants en matière d'efficacité énergétique.

- **Les communes de l'arc nord engagées dans un schéma de mutualisation de certains services**

Bernard Milleville, maire de Thélus, président du groupe des communes rurales à l'assemblée communautaire et Vice-Président de la Communauté urbaine d'Arras en charge de la mutualisation, a particulièrement agi pour mettre en place à destination des communes de l'arc nord (Thélus, Roclincourt, Ecurie, Bailleul Sire Berthoult, Farbus, Willerval, Gavrelle et Neuville Saint Vaast) le schéma de coopération intercommunale.

- **Des actions portées par la Communauté urbaine d'Arras en matière de transition énergétique bien relayées**

Mme Dupont cite notamment l'Espace Info Energie dont les services de la mairie de Thélus se font systématiquement le relais auprès des habitants en cas de demande de renseignements sur les aides en matière de rénovation énergétique.

La commune de Thélus peut également relayer les informations futures sur le projet de transition énergétique via son magazine municipal (une édition annuelle en janvier) et son site Internet.

- **Les attentes vis-à-vis du projet de transition énergétique : inciter sans contraindre et tenir compte des besoins des petites communes**

En d'autres termes : laisser aux communes la possibilité de faire les choses à leur rythme et en fonction de leurs besoins sans les contraindre.

### **Saint-Laurent-Blangy : une commune-membre fortement engagée dans la transition énergétique**

- **Au-delà de la dimension technique de la transition énergétique, Saint-Laurent-Blangy centre ses efforts sur un volet essentiel : les bons usages, les bons gestes**

La commune a réalisé un travail de sensibilisation des agents communaux. Elle passe à la vitesse supérieure avec un guide des éco-gestes en cours de réalisation qui intègre une approche par public et par usage.

Saint-Laurent-Blangy s'est dotée dès 2008 d'un agenda 21.

Un élu et un technicien sont dédiés à la thématique énergie (Frédéric Houplin, Laurent Cartigny).

- **Les projets réalisés ou en cours :**

- **L'éclairage public** avec le passage en diodes électroluminescentes (LED) et des régulateurs de l'intensité selon les parcours et l'heure
- **Le système de chauffage de l'église** : installation de chauffages infrarouges qui remplacent le système de chauffage par le sol - des économies substantielles réalisées
- **Les bâtiments communaux ont été audités** : Salle Jean Zay, Ecoles

- **La mutualisation des équipements et des investissements au cœur de la réflexion**

La Salle Jean Zay, mise à disposition des associations, est très énergivore. Elle représente 25% de la consommation de gaz de la commune. Les chaudières ont été changées mais au-delà la ville réfléchit sur la modularité des amplitudes horaires de mise à disposition de la salle selon les saisons (amplitude large en été, réduite en hiver).

Pour Nicolas Desfachelle, maire, si toutes les communes s'y mettent, il n'y aura pas de concurrence entre les associations de la Communauté urbaine.

*Exemples :*

- La sensibilisation des usagers de la salle aux éco-gestes : baisser le chauffage d'1°C, c'est 7% d'économie d'énergie
- La question de la mutualisation des équipements donc des investissements à réaliser : le tissu associatif (donc les équipements) accueille les habitants d'autres communes. Saint-Laurent-Blangy offre les équipements d'une ville de 15 000 habitants alors qu'elle n'en compte que 7 000.

- **Des projets ambitieux à l'étude ou en réflexion**

- **La base nautique** dispose d'un bâtiment basse énergie et d'un parcours de rafting développé par EDF Hydrostadium. Une étude est en cours pour récupérer l'énergie de la génératrice électrique du parcours : un projet à déployer potentiellement sur le linéaire de la Scarpe qui traverse notamment les communes de Saint-Nicolas, Saint-Laurent-Blangy, Athies et Fampoux.

*Les besoins exprimés* : un accompagnement en ingénierie et une mutualisation des investissements. EDF et RTE ont orienté la commune vers l'Ecole des Mines de Douai.



- Une volonté fortement exprimée **de travailler avec les entreprises implantées à Saint-Laurent-Blangy notamment pour imaginer des projets de récupération de chaleur et d'énergie aux bénéfices des communes**

Deux entreprises ont été citées pour leur potentiel : SIO et Oldham

- **Des entreprises de Saint-Laurent-Blangy à valoriser et soutenir pour leur capacité à innover :**

**L'entreprise CRC & System Sarah** (cf. guide de discours) a inventé une maison autonome en énergie. A ce jour, la Loi ne permet pas de développer des maisons à énergie positive. Il faut travailler sur ce volet.

- **A imaginer** : la mutualisation des achats de fluides énergétiques à l'échelle de la Communauté urbaine d'Arras, entre les communes, pour faire baisser les prix.

## Participer activement à une réflexion sur la mobilité douce en centre-ville d'Arras

### Un intérêt fortement exprimé par Commerce Cœur de ville

#### Mobilité et urbanisme : levier prioritaire de mobilisation pour les commerçants d'Arras

L'association Arras Commerce Cœur de ville rencontrée dans le cadre de cette étude de terrain a exprimé un vif intérêt pour le sujet de la mobilité et des déplacements en centre-ville d'Arras. Leur réflexion se fonde sur un constat : la plupart des 40 000 habitants d'Arras prennent systématiquement leur voiture pour faire leurs courses. Une habitude qui, au-delà des impacts en termes d'émissions de gaz à effet de serre, n'incite pas les habitants à profiter pleinement de la diversité des commerces d'Arras.

Leur volonté n'est pas de démultiplier les places de stationnement mais de **contribuer, avec la Communauté urbaine et la Ville d'Arras, à une réflexion sur le développement de cheminements doux suffisamment incitatifs pour amener les habitants à rejoindre le centre-ville à pied, à vélo ou en transports en commun.**

Les membres de l'association rencontrés se disent donc prêts à participer activement au projet de transition énergétique si ce sujet est traité.

#### L'efficacité énergétique des commerces : entre crainte d'investissements lourds, limites juridiques et méconnaissance des actions à mettre en œuvre

La question de la consommation énergétique des commerces est selon eux plus difficile à aborder. Chaque commerce a ses spécificités. A l'instar des entreprises, le poids supposé de l'investissement, le statut de locataires de beaucoup d'entre eux, le manque de visibilité sur le champ des possibles sont des freins importants.

Une association prête à relayer l'information sur le projet de transition énergétique

## Les associations et la société civile

### De faibles moyens

---

#### Des actions de sensibilisation... qui ont du mal à dépasser le public « naturel » de ces associations

Les représentants d'associations rencontrés dans le cadre de cette étude de terrain (les associations Consommation Logement Cadre de Vie et Familles rurales) sont largement sensibilisés sur les questions de l'énergie, notamment sur les économies d'énergie.

Ces associations ont des outils et des dispositifs permettant d'être acteurs d'une forme de sensibilisation et d'information :

- Sur le Pas-de-Calais, **l'association Consommation Logement Cadre de Vie** propose, en partenariat avec des bailleurs sociaux Pas-de-Calais Habitat et Habitat 59/62, des actions de sensibilisation des locataires à la réduction des factures énergétiques. Elle accompagne aussi des locataires dans des actions menées vis-à-vis des bailleurs privés pour sortir de la précarité énergétique (100 dossiers par an environ). Cela étant, l'association Consommation Logement Cadre de Vie ne dispose ni d'un bureau, ni d'une permanence sur le territoire de la Communauté urbaine d'Arras.
- **La fédération départementale des familles rurales** développe des actions de sensibilisation (gaspillage alimentaire, éco-gestes, mobilité...) à destination des familles adhérentes ou de leur cercle proche. Mais elle n'a pas les moyens, notamment en ressources humaines, pour donner plus d'envergure à son action. En 2015, 800 familles du Pas-de-Calais auraient été sensibilisées à la question de l'énergie.

#### L'information du grand public est encore trop « traditionnelle »

Pour ces représentants d'associations, l'information grand public mériterait d'être plus active et plus engageante sur les questions de l'énergie.

Pour mobiliser, engager les citoyens à changer de comportements, voire à développer des projets citoyens qui contribueraient à une stratégie locale de transition énergétique, il faudrait rendre le sujet plus facile d'accès, valoriser les initiatives et proposer des contreparties positives à ceux qui s'engagent.

## Les filières et les réseaux d'accompagnement experts : des relais majeurs à exploiter auprès des entreprises

Les réseaux interrogés - Adrianor, Création Développement des Eco-Entreprises (Pôle d'Excellence Régionale sur les éco-activités), Energie 2020, Club Noé – se positionnent comme des relais essentiels pour les entreprises.

### Les filières, premiers relais et leviers d'influence auprès des entreprises et déjà en action sur le sujet

Les entreprises interrogées ont pour premier réseau les structures d'accompagnement de leur filière, à l'instar d'Adrianor, interrogée dans le cadre de cette étude et du Pôle Agroé pour le secteur agro-alimentaire. Ces deux organisations sont incontournables pour les acteurs du territoire de la Communauté urbaine d'Arras.

Ces structures sont évidemment des lieux d'échanges d'expériences et d'information sur les évolutions du secteur qui sont à exploiter pour faire connaître le projet de transition énergétique de la Communauté urbaine d'Arras aux entreprises locales et inciter au développement des projets.

Elles se positionnent également comme des **catalyseurs d'innovation ou des centres d'expérimentations**. A titre d'exemple, le centre technique **Adrianor dispose depuis 2014 d'une usine pilote destinée à la réalisation de pré-séries de produits alimentaires**. Cet équipement est équipé de compteurs qui permettent d'évaluer les consommations d'énergie selon les process industriels utilisés. Adrianor est donc en mesure de collecter ce type de données mais ne dispose pas de compétences en ingénierie pour les exploiter à des fins d'amélioration des process de production dans un objectif de réduction de la consommation... Un terrain d'expérimentation à exploiter pour le projet de transition énergétique au service des entreprises agro-alimentaires du territoire ?

C'est par le **prisme de la performance industrielle** et l'objectif de retrouver des leviers d'amélioration de marge dans un contexte économique tendu que le projet de transition énergétique suscitera l'intérêt de ces acteurs.

**Le Pôle Agroé** (NB. non rencontré dans le cadre de cette étude – ces informations proviennent d'une veille) a mis en place des outils concrets d'accompagnement des entreprises agro-alimentaires régionales que la Communauté urbaine d'Arras peut valoriser auprès des entreprises du territoire dans le cadre du projet de transition énergétique : Observatoire régional de la maturité énergétique de l'industrie agro-alimentaire, Formation sur les gains énergétiques Formation à l'Action pour la Compétitivité Énergétiques des Entreprises Agroalimentaires, Kubango (dispositif de tiers financement pour l'efficacité énergétique développé par le cabinet Okavango).

## Des réseaux inégalement actifs sur le territoire de la Communauté urbaine d'Arras, mais motivés pour l'être

De par leur historique, leur périmètre d'intervention et la nature de leurs actions, les réseaux d'accompagnement rencontrés lors de l'étude (Energie 2020 ; Pôle Climat Centre Ressource du Développement Durable ; club Noé ; Création Développement des Eco-Entreprises - Pôle d'Excellence Régionale sur les éco-activités) **sont inégalement présents et actifs** sur le territoire de la Communauté urbaine d'Arras.

Par ailleurs, **leurs liens** avec les entreprises ou les acteurs du territoire **ne se sont pas forcément construits ou développés via la médiation de la Communauté urbaine d'Arras.**

En guise d'illustration :

- Les liens du **Pôle d'Excellence Régionale sur les éco-activités Création Développement des Eco-Entreprises** - avec les entreprises du territoire de la Communauté urbaine d'Arras se nouent plutôt par l'intermédiaire de la chambre de commerce et d'industrie de l'Artois ou le Pôle Agroé (travail sur la thématique de l'éco-construction) ; ceux du club Noé se font plutôt via la section Artois du centre des jeunes dirigeants,
- Le tropisme du **pôle Energie 2020** est plus fort avec le territoire du Dunkerquois, celui du **Pôle d'Excellence Régionale sur les éco-activités Création Développement des Eco-Entreprises** plus fort sur le territoire de la Métropole Européenne de Lille...

Cela étant, ces réseaux sont très intéressés par « l'esprit » de la démarche de mobilisation de la Communauté urbaine d'Arras (« une démarche intéressante » ; « une démarche qui va dans le sens de l'histoire » ; « une démarche d'avenir, le futur étant à la coopération et à la décentralisation de la production d'énergie ») et intéressés pour contribuer :

- **Pôle Energie 2020** : accompagner la vision, faire le lien entre la stratégie territoriale et la stratégie régionale ; imaginer des dispositifs structurants (dispositif de capital-risque régional pour l'énergie ? négociation d'accords de branche sur l'énergie ?)
- **Centre Ressource du Développement Durable** : valoriser les bonnes pratiques / donner à voir / mettre en relation / sensibiliser
- **Création Développement des Eco-Entreprises (Pôle d'Excellence Régionale sur les éco-activités)** : accompagner les entreprises dans leurs projets à forte valeur ajoutée environnementale sur les aspects technologies / marchés / évolutions des modèles économiques et des compétences ; **développer le travail en réseau au travers d'échanges interentreprises (Business to Business) et de groupes d'entreprises,**
- **Club Noé** : accompagner les acteurs qui s'engagent dans les nouveaux modèles économiques de l'économie de la fonctionnalité (axe transversal de la dynamique Rev 3 La Troisième Révolution Industrielle en Hauts-de-France).

## Des recommandations convergentes pour soutenir la mobilisation des acteurs économiques

Pour réussir la mobilisation des parties prenantes sur le territoire, les représentants des réseaux encouragent la Communauté urbaine d'Arras à :

- S'appuyer sur l'existant (les projets concrets déjà amorcés), les secteurs à enjeux forts (agriculture, agroalimentaire, logistique), les groupes ou pôles déjà constitués (les clusters, les filières, des groupes d'entreprises déjà mobilisés, les têtes de filière),
- Développer la formation, la sensibilisation, l'information, l'échange d'expériences,
- Être clair sur ce qui est proposé : quels sont les premiers sujets sur lesquels travailler ? Qu'est-ce que les entreprises vont se voir proposer ? Qu'attend-on d'elles ? Quels seront leurs « bénéfices » ?

# Les attentes des acteurs quant au rôle futur de la Communauté urbaine d'Arras

## Du concret et du temps gagné

---

### Un rôle actuel perçu comme limité à une communication institutionnelle

Le discours tenu jusqu'à présent par la Communauté urbaine d'Arras sur le sujet de la transition énergétique est considéré à date comme institutionnel, limité à quelques actions de sensibilisation. A été citée par exemple par l'un des acteurs l'opération « Gros Pull ».

Les entreprises n'ont jamais été sollicitées jusqu'à présent sur leurs actions en matière de production et de limitation des consommations d'énergie. Un constat logique compte tenu de la récence de la compétence Energie de la collectivité.

### Les acteurs n'ont pas besoin de sensibilisation mais d'accompagnements concrets en conseil, ingénierie, retours d'expérience et financements pour opérer des choix réalistes et gagner du temps

Les acteurs interrogés estiment être **largement sensibilisés, voire surinformés sur les questions d'énergies du point de vue de l'écologie**. En d'autres mots, tout le monde sait que « ça chauffe ». Des actions de sensibilisation complémentaires par ce prisme n'auront pas d'effets d'entraînement. Les contraintes réglementaires sont de plus en plus prégnantes.

Pour les inciter et les aider à passer à l'acte dans les domaines de l'efficacité énergétique, de la production d'énergie et de l'autoconsommation, les acteurs attendent de la Communauté urbaine d'Arras :

- **La coordination et la facilitation pour gagner du temps**
  - o La mise en relation avec d'autres acteurs pour le développement d'éventuels projets communs,
  - o L'orientation vers des structures à même de les conseiller en tenant compte de leurs réalités et de leurs spécificités d'entreprises et d'entrepreneurs ou des sources de financements.
  
- **Le porter-à-connaissance de retours d'expérience concrets** d'autres acteurs sur le territoire ou ailleurs : actions menées, hauteurs des investissements, retours sur investissement...

## Des acteurs prêts à participer à l'élaboration de la stratégie et de son programme d'actions... sous réserve de sortir du discours institutionnel

L'ensemble des acteurs interrogés s'est dit évidemment **prêt à contribuer** à l'élaboration du projet de transition énergétique.

Au regard des ateliers thématiques, leur participation est conditionnée par la **capacité de la Communauté urbaine d'Arras à dépasser le discours institutionnel pour apporter un éclairage concret sur le champ des possibles** en matière d'efficacité énergétique, de production et de réduction des consommations, de retours d'expérience transposables avec chiffres à l'appui.

Les centres d'intérêts évoqués par les acteurs touchent à :

- L'efficacité énergétique des bâtiments - ex. Oldham,
- La récupération de chaleurs,
- La production d'énergie,
- Les Plans de Déplacements Entreprises : un vrai sujet pour le territoire de la Communauté urbaine d'Arras.

## La Direction du développement économique, premier relais de la Communauté urbaine d'Arras auprès des entreprises

La **Direction du développement économique bénéficie d'un capital image** particulièrement positif auprès des entreprises interrogées. Un relais à exploiter pour susciter l'implication des acteurs économiques et incarner la dimension « croissance et bénéfice économique » du projet de transition énergétique.



## Pistes de réflexion

---

### Pour la Communauté urbaine d'Arras : quel rôle incarner et afficher auprès des acteurs économiques et sociaux du territoire pour garantir le succès du projet de transition énergétique ?

Au regard des attentes et des besoins évoqués par ces acteurs, la Communauté urbaine d'Arras doit se positionner comme **le chaînon manquant au niveau local de l'accompagnement des projets relatifs à la transition énergétique, un catalyseur de projets locaux** pour l'ensemble des acteurs du territoire : communes, bailleurs, syndicats de copropriété, entreprises, profession agricole, représentants de la société civile...

- ⇒ **Positionner la Communauté urbaine d'Arras comme le premier interlocuteur, le « hub » local pour tous les projets Energie**
  - pour tous les projets touchant aux sujets de l'énergie,
  - pour l'ensemble des acteurs du territoire.

*Son rôle : informer, mettre en relation, orienter vers les structures d'accompagnement en ingénierie et en financements existantes.*

### Pour la Communauté urbaine d'Arras : comment incarner ce rôle sur le territoire ?

#### 1. Une structure physique, visible, identifiée... à créer pour incarner le projet auprès de l'ensemble des acteurs du territoire ? ... Un acte de communication en soi

- ⇒ **Exploiter l'Espace Info Energie ?** en l'ouvrant à l'ensemble des publics concernés par le projet de transition énergétique, dont les acteurs économiques... Quelle limite juridique compte tenu du financement de l'ADEME fléché sur l'accompagnement des habitants ?
- ⇒ **Développer un « service de l'efficacité énergétique et de la production d'énergie locale » dédié aux acteurs hors habitants ?**

#### Missions

- **Informer l'ensemble des acteurs** sur les **champs des possibles** et les **modes d'accompagnement** en matière d'énergie sur des thèmes précis et concrets : la production locale d'énergie, l'efficacité énergétique des bâtiments, la réduction des consommations d'énergies...

- **Orienter vers les structures régionales, départementales, nationales à même de les accompagner sur la mise en œuvre** : ingénierie, financements
  - Energie 2020, Création Développement des Eco-Entreprises (Pôle d'Excellence Régionale des Eco-Activités), Rev3, ADEME, Conseil régional...

## **2. Au sein de la Communauté urbaine d'Arras : un décloisonnement du sujet de la transition énergétique entre les directions pour démultiplier les relais d'information auprès des acteurs du territoire ?**

⇒ **Un message commun mais un argumentaire différencié selon les profils pour tenir compte des préoccupations premières de chacun**

- *Entreprises et agriculteurs* : une préoccupation prioritaire quant au retour sur investissement à court et moyen termes,
- *Communes membres de la Communauté urbaine d'Arras* : des acteurs à inspirer et évangéliser par l'exemple en fonction des profils de communes,
- *Acteurs de l'habitat* : l'efficacité énergétique des logements,
- *Habitants, société civile* : une communication à renforcer autour de l'Espace Info Energie, un levier d'animation à déployer à l'échelle des communes par des actions de terrain.

⇒ **Des relais humains par profils d'interlocuteurs pour une stratégie d'ambassadeurs de la transition énergétique : l'action convergente et coordonnée des Directions du développement durable, du développement économique, de l'habitat et de l'urbanisme...**

- ***Auprès des entreprises et de la profession agricole : la Direction du développement économique en première ligne, relayée par l'équipe du développement durable et/ou la structure dédiée***
  - Un relais essentiel auprès des entreprises
  - Une image particulièrement positive et des relations de confiance sur lesquelles capitaliser
  - Une médiation naturelle pour un chef d'entreprise
  - Une dimension économique induite par le sujet de la transition énergétique qui facilite une posture d'écoute de la part des dirigeants

### **Mission**

- Sensibiliser les organismes sectoriels au repérage des besoins d'accompagnement

- Faire connaître le projet de transition énergétique, son dispositif concret d'accompagnement et ses temps forts : événement de lancement, ateliers thématiques, structure d'information
- Identifier les projets potentiels des entreprises répondant aux objectifs du projet de transition énergétique : production d'énergies, récupération de chaleur, réduction des consommations d'énergies, efficacité énergétique des bâtiments industriels, Plan de Déplacements Entreprises...
- Mettre en relation les entreprises entre elles pour des retours d'expérience concrets (projets, méthode, conseils...)
- Orienter ces acteurs vers la Direction du développement durable et/ou la structure d'information dédiée.

### **Moyens pour mettre l'équipe du développement économique « aux manettes » du projet de transition énergétique auprès des entreprises**

- **Un discours sur le projet à maîtriser**, exemples concrets locaux à l'appui : guide du discours, session d'entraînement au discours
  - **Un guide d'actions concrètes dédié aux acteurs économiques** : quels projets, comment les mettre en œuvre, quels investissements, quelles aides en ingénierie et financement...
  - **Une information à délivrer à l'occasion de tout contact avec les entreprises** :
    - sur le projet de transition énergétique, sur les ateliers et événements
    - sur les projets achevés ou en cours dans d'autres entreprises (sous réserve de confidentialité éventuelle)
    - Sur la mise à leur service de l'équipe du développement durable (ou de l'Espace Info Energie ?) pour aider ces acteurs à faire le premier pas.
- **Auprès des communes : la Direction générale des services techniques comme premier relais**

### **Mission**

*Sur la base du travail réalisé par Tilia pour identifier les projets prioritaires*

- « Evangéliser » les communes-membres de la Communauté urbaine d'Arras sur les types de projets à mettre en œuvre : rénovation énergétique des bâtiments communaux, production locale d'énergies, éco-consommation, éco-gestes, sensibilisation des habitants,
- Organiser le partage d'expériences entre communes,
- Accompagner la mise en projet : un rôle à préciser en coopération avec Tilia.

- **Auprès des habitants** : la Direction de la communication comme premier relais d'information pour une valorisation du rôle de l'Espace Info Energie et des actions menées pour engager la transition énergétique. La communication est d'ores-et-déjà largement développée pour relayer les actions mises en place
- **Auprès des acteurs du logement** : les relais d'information de la Communauté urbaine d'Arras sont à définir.

### 3. Aux côtés de Communauté urbaine d'Arras : exploiter l'écosystème des structures d'accompagnements existantes à l'échelle des départements et de la Région Hauts de France ?

**Filières professionnelles, pôles d'excellence et de compétitivité, centres de ressources, centres techniques, chambres consulaires...** les structures d'accompagnements sont nombreuses.

Certaines sont déjà spécialisées sur les sujets Energies (Energie 2020, Création Développement des Eco-Entreprises -Pôle d'excellence Régionale sur les éco-activités, REV3 La Troisième Révolution Industrielle en Hauts-de-France...), d'autres sont engagées au travers d'actions (Pôle Agroé avec la Formation à l'Action pour la Compétitivité Énergétique des Entreprises Agroalimentaires par exemple)

La Communauté urbaine d'Arras doit s'appuyer sur cet écosystème pour accompagner les acteurs du territoire. Pour y parvenir :

- Concevoir une **cartographie de ces structures** et de leurs actions concrètes d'accompagnement des entreprises en ingénierie et en financement sur le volet Energie
- **Faire connaître la stratégie locale et son programme d'actions** auprès de ces partenaires pour les inciter à identifier les entreprises du territoire en projet ou en questionnement :
  - Par la turbine d'information
  - Par des rencontres de ces structures
  - Par des interventions de la Direction du développement durable et/ou de la Direction du développement économique lors des événements organisés par ces acteurs : les porte-paroles de la Communauté urbaine ainsi que les événements à exploiter sont à identifier F

#### 4. Quels thèmes pour les comités partenariaux pouvant intéresser les acteurs économiques du territoire ?

- ✓ Tenir compte de la réalité du terrain des entreprises et de la profession agricole

##### Pour les entreprises et la profession agricole

- **Un angle à privilégier pour l'atelier :** la performance au sens économique de l'expression
- **Quatre thèmes prioritaires :**
  - L'efficacité énergétique des bâtiments industriels et agricoles
  - La récupération de chaleur
  - La production d'énergie
  - La mobilité des salariés
- **Le contenu :**
  - ✓ Concret, transposable d'une activité à l'autre (préférer le pragmatique au spectaculaire) ; quoi ? comment ? pour quel investissement et quel retour sur investissement estimé ?
  - ✓ Bénéfices à valoriser : temps de retour, accompagnement en ingénierie
- **Des relais à impliquer pour la mobilisation voire la co-animation des comités partenariaux :**
  - Adrianor et le Pôle Agroè : sur les process industriels
  - Le Groupe d'Etudes et de Développement Agricoles de la Chambre d'Agriculture et les Jeunes agriculteurs du canton de l'Artois : méthanisation (potentiels croisements avec les industries)
  - Création Développement des Eco-Entreprises (Pôle d'Excellence Régionale sur les éco-activités) : efficacité énergétique des bâtiments
  - Centre Ressource du Développement Durable
  - REV3 La Troisième Révolution Industrielle en Hauts-de-France
  - Club Noé, Energie 2020

##### Pour les commerçants

- Des acteurs à intégrer dans un comité partenarial centré sur les sujets liés à l'urbanisme et à la mobilité aux côtés des communes-membres de la Communauté urbaine d'Arras.

##### Pour les artisans

- Des acteurs à mieux impliquer dans la sensibilisation aux économies d'énergie dans l'habitat et la réflexion sur l'Espace Info Energie comme premier guichet d'information.

## 5. Quelle communication orchestrer pour entretenir et donner de la visibilité à la dynamique de mobilisation et au projet de transition énergétique ?

Au-delà des temps de mobilisation (temps forts et comités partenariaux), nous proposons **d'exploiter au maximum le dispositif proposé de turbine d'information, avec un fil rouge :**

- **Raconter « l'histoire » en cours sur le territoire, en l'arrimant sur les projets** qui s'engagent, les **entrepreneurs** qui se mobilisent, les réflexions ouvertes lors des temps de rencontre – ce qui permet de rendre concrète la vision et la démarche, de lui donner du contenu et de l'épaisseur et de la rendre crédible vis-à-vis de ceux qui en sont les plus éloignés.

La turbine d'infos est le dispositif qui repère, produit les contenus et diffuse, éventuellement aussi via les supports et canaux des parties prenantes, les « petites histoires de la grande histoire » : reportage dans les entreprises qui agissent, portrait d'un collectif d'agriculteurs engagés, restitution d'un comité partenarial de réflexion...

- **Réaliser un mini-site média dédié au projet sur lequel pourrait s'agréger :**
  - **Les infos de contexte sur le projet de transition énergétique** (ce que c'est ? quelle est sa genèse ? pourquoi ? avec qui ? avec quelle vision et quelles ambitions ?) – contenus permanents
  - **Le panorama des structures d'accompagnement en ingénierie et financement** (fiches identité et contacts)
  - **Les synthèses textes + photos des principaux temps de mobilisation** (temps forts + comités partenariaux)
  - **Une cartographie des projets engagés** (fond de carte sur lequel l'internaute peut naviguer et ouvrir des fiches projets contenant par exemple le nom du porteur de projet, un descriptif du projet, les parties prenantes concernées, le niveau d'avancement et éventuellement, un appel à contribution (conseils, demandes d'expertise, de financement, etc.)  
  
*Pour inspiration pour la cartographie, voir les sites des aménageurs urbains (<http://www.spl-auralille.fr/nos-projets-urbains.html> ou <http://www.lunion.org/no-cache/carte.html>) et pour le descriptif des projets, les sites de crowdfunding comme Ulule : <https://fr.ulule.com/micamot-cafe/>)*
  - **Les articles réalisés dans le cadre de la turbine d'infos** (reportages, portraits, témoignages...) qui fonctionnent comme une mise en récit de la démarche engagée.

Et pour appuyer encore ce dispositif :

- **Mettre en place une stratégie de relations média** : associer un groupe de journalistes à l'avancement de la démarche, via des invitations aux temps de mobilisation voire à des moments de synthèse qui leur seraient totalement dédiés, en leur facilitant la rencontre avec les différents porteurs de projets, en leur communiquant très régulièrement des points d'avancement objectifs.
- **Activer une stratégie active sur les réseaux sociaux** :
  - Compte Twitter GrandArras : prioritairement en utilisant un hashtag **#transitionenergetique** sur le compte twitter @GrandArras, en organisant des live-tweets lors des temps forts et en relayant les articles produits dans le cadre de la turbine d'infos sur la page facebook de la Communauté urbaine d'Arras.